

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix- Travail- Patrie

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA
PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU
TERRITOIRE

PROGRAMME SPECIAL DE RECONSTRUCTION
ET DE DEVELOPPEMENT DE LA REGION DE
L'EXTRÊME-NORD

UNITE DE COORDINATION



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF THE ECONOMY, PLANNING AND
REGIONAL DEVELOPMENT

SPECIAL PROGRAM FOR THE
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT OF
THE FAR NORTH REGION

THE COORDINATION UNIT

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°.....06...../AONO/MINEPAT/PSRDREN/CSPM/2025 DU 17/04/2025....., POUR
LA COUVERTURE MEDICALE DU PERSONNEL DE L'UNITE DE COORDINATION DU
PROGRAMME SPECIAL DE RECONSTRUCTION ET DE DEVELOPPEMENT DE LA REGION DE
L'EXTRÊME-NORD, EN PROCEDURE D'URGENCE

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Coordinateur du Programme Spécial de Reconstruction et de Développement de la Région de l'Extrême-Nord lance un Appel d'Offres National ouvert, pour la couverture médicale du personnel de l'unité de coordination du Programme Spécial de Reconstruction et de Développement de la Région de l'Extrême-Nord, en procédure d'urgence.

2. Consistance des Prestations

La consistance des prestations porte sur le remboursement et/ou la prise en charge, par le système de Tiers Payant, des frais de maladie ou d'accident et soins préventifs définis ci-dessous :

- Frais de consultation et visite médicale
- Frais auxiliaires médicaux.
- Frais pharmaceutique (y compris vitamines et fortifiants prescrits dans le cadre d'une thérapie)
- Frais d'analyse médicale.
- Frais d'hospitalisation.
- Frais d'acte de spécialiste (radiologie, chirurgie, électrothérapie, Echographies, imagerie médicale, physio thérapie, ostéopathie, ergothérapie, le scanner et IRM)
- Frais de pratiques courantes
- Frais de rééducation et kinésithérapie
- Frais de lunetterie
- Béquille, cannes etc...
- Frais de dentisterie
- Frais de maternité (visites pré et post natales, examens médicaux, hospitalisation, accouchement, produits pharmaceutiques, etc...)
- Frais pour prothèses (dentaire et autres...)
- Frais de transport médicalisé (ambulance)
- Extension
 - Soins à l'étranger (uniquement pour le Coordonnateur et le Coordonnateur Adjoint)
 - Assurance voyage
 - Rapatriement du corps
 - Évacuation sanitaire
- Assurance individuel accident.

3. Tranches/Allotissement

Le présent Appel d'Offres est en lot unique.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de cinquante millions (50 000 000) francs CFA TTC.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est de douze (12) mois. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux Assureurs présents sur le territoire national.

7. Financement

Les prestations objet du présent DAO sont financées par le CAS de l'exercice 2025 sur la ligne d'imputation budgétaire : 59 B1 975 04 650001 361590

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à un million (1 000 000) francs CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maître d'Ouvrage Délégué aux heures ouvrables à l'Annexe du PSRDREN de MESSA au Carrefour LISSOUCK, Tél 699 62 64 70 dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de Communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage (Dairou_Amadou).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier peut être obtenue à l'Annexe du MINEPAT de MESSA au Carrefour LISSOUCK, Tél 699 62 64 70 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du Dossier de Consultation de trente mille (30 000) Francs CFA, payable au Trésor Public

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque Offre, rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tel, au Secrétariat du Coordonnateur du Programme à l'Annexe du MINEPAT de MESSA au Carrefour LISSOUCK, Tél 699 62 64 70, au plus tard le, 22/05/2025 à 12 heures, heure locale, avec la mention suivante:

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°.....06...../AONO/MINEPAT/PSRDREN/CSPM/2025
DU 17/04/2025....., POUR LA COUVERTURE MÉDICALE DU PERSONNEL DE
L'UNITÉ DE COORDINATION DU PROGRAMME SPÉCIAL DE RECONSTRUCTION ET DE
DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD, EN PROCÉDURE D'URGENCE
« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

13. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage Délégué :

- Les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

L'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

En plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux temps.

L'ouverture des pièces administrative et offres techniques aura lieu le 22/05/2025 à 13h00, heure locale, par la Commission Spéciale de Passation des Marchés auprès du PSRDREN dans la salle de Réunion du Programme à l'adresse sus-indiquée. Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale de 75% seront ouvertes par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater d'au plus trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1-Critères éliminatoires

- non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission ;
- absence ou de la non-conformité du cautionnement de soumission ;
- fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
- non-respect de soixante-quinze (75) points sur cent (100) points
- absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années ;
- absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- absence d'un élément de l'offre financière ;
- présence d'une information financière dans l'offre administrative ou technique ;
- de la mise sous administration provisoire ou de redressement du soumissionnaire par la CIMA ;
- de la non-conformité du mode de soumission
- absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- absence du justificatif de validité de l'agrément en cours attesté par la Direction des Assurances du MINFI.

15.2-Critères essentiels

Critères	Notation (points)
Présentation générale de l'offre	5
Références du soumissionnaire dans les risques similaires dans les cinq (05) dernières années (2020 à 2024) (joindre première et dernière pages de la Lettre Commande) y compris <i>copies lisibles et exploitables</i> des Procès-Verbaux de réception	55
Description détaillée des garanties offertes	15
Modalités de mise en jeu de la garantie	15
Partenaires techniques à l'étranger	10
TOTAL	100

16. Attribution

Sur proposition de la Commission Spéciale de Passation des Marchés, le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'Offre aura été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'Offre aura été évaluée la mieux disante en incluant, le cas échéant, les rabais proposés.

Le score technique (St) minimum requis est de 0,75 soit 75 points / 100.

La formule utilisée pour établir le score financier est la suivante : $Sf = 100 \times Fm/Fp$

Sf étant le score financier, Fm la proposition la moins disante et Fp le montant de la proposition considérée. Les poids respectifs attribués aux propositions technique et financière sont : $T = 0,7$ et $F = 0,3$. Le score total est alors de : $ST = 0,7St + 0,3Sf$

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Programme à l'Annexe du MINEPAT de MESSA au Carrefour LISSOUCK, Tél 699 62 64 70 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'ouvrage.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48. Ou appeler le numéro vert de la CONAC qui répond au 1517.

**Le Coordinateur du Programme Spécial de Reconstruction
et de Développement de la Région de l'Extrême-Nord**

Copies :

- MINMAP ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- Président CSPM ;
- Affichage chrono.

du Programme Spécial de Reconstruction et de
Développement de la Région de l'Extrême-Nord



Alhadji Magra Massac...

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix- Travail- Patrie

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA
PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU
TERRITOIRE

PROGRAMME SPECIAL DE RECONSTRUCTION
ET DE DEVELOPPEMENT DE LA REGION DE
L'EXTRÊME-NORD

UNITE DE COORDINATION



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF THE ECONOMY, PLANNING AND
REGIONAL DEVELOPMENT

SPECIAL PROGRAM FOR THE
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT OF
THE FAR NORTH REGION

THE COORDINATION UNIT

NOTICE OF OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
N°.....06...../AONO/MINEPAT/PSRDREN/CSPM/2025 OF 17/04/2025
FOR THE MEDICAL COVERAGE OF THE STAFF OF THE
COORDINATION UNIT OF THE SPECIAL PROGRAM FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT OF THE FAR NORTH
REGION, IN EMERGENCY PROCEDURE

1. Purpose of the Call for Tenders

The Coordinator of the Special Programme for Reconstruction and Development of the Far North Region is launching an open National Call for Tenders for the medical coverage of the staff of the Coordination Unit of the Special Programme for Reconstruction and Development of the Far North Region, in emergency procedure.

2. Nature of services

The consistency of the services relates to the reimbursement and/or coverage, by the Third-Party Payment system, of the costs of illness or accident and preventive care defined below:

- Consultation and medical examination fees
- Medical auxiliary expenses.
- Pharmaceutical costs (including vitamins and fortifiers prescribed as part of therapy)
- Medical analysis costs,
- Hospitalization costs,
- Specialist procedure fees (radiology, surgery, electrotherapy, Echogra
- Consultation and medical examination fees
- Medical auxiliary expenses,
- Pharmaceutical costs (including vitamins and fortifiers prescribed as part of therapy)
- Medical analysis costs,
- Hospitalization costs,

- Specialist procedure fees (radiology, surgery, electrotherapy, ultrasounds, medical imaging, physiotherapy, osteopathy, occupational therapy, CT and MRI)
- Current practice fees
- Rehabilitation and physiotherapy costs
- Eyewear Fees
- Crutch
- Crutches, canes etc...
- Dentistry fees
- Maternity expenses (pre- and post-natal visits, medical examinations, hospitalization, childbirth, pharmaceutical products, etc.)
- Costs for prostheses (dental and other...)
- Medical transport costs (ambulance)
- Extension
- Care abroad
- Travel insurance
- Repatriation of the body
- -Evacuation
- Personal accident insurance

3.Tranches/Allotment

This Call for Tenders is in a single lot.

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies is fifty million (50,000,000) CFA francs including tax.

5. Estimated time frame

The maximum period provided for by the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority for the performance of the services covered by this call for tenders is twelve (12) months. This period runs from the date of notification of the service order to start the services.

6. Participation and origin

Participation in this Call for Tenders is open to Insurers present on the national territory.

7. Funding

The services covered by this DAO are financed by the CAS for the 2025 financial year on the budget allocation line: 59 B1 975 04 650001 361590

8. Method of submission

The method of submission chosen for this consultation is offline.

9. Bid Bond

Each bidder must attach to its administrative documents a tender bond, paid by hand, issued by a financial body or institution approved by the Minister of Finance to issue guarantees in the field of public procurement and listed in Exhibit 14 of the DAO, the amount of which amounts to one million (1,000,000) CFA francs and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of the validity of the offers.

The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue guarantees in the context of public procurement, will lead to the outright rejection of the offer. A bid deposit produced but unrelated to the consultation concerned is considered to be missing. The bid deposit presented by a bidder during the opening session of the bids is inadmissible.

10. Consultation of the Tender Documents

The physical file can be consulted free of charge in the services of the Delegated Project Owner during working hours in the Annex of the PSRDREN of MESSA at Carrefour LISSOUCK, Tel 699 62 64 70 as soon as this notice is published.

It can also be consulted online on the COLEPS platform at the <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> addresses on the ARMP website (www.arpmp.cm) or on any other means of electronic communication indicated by the Contracting Authority (Dairou_Amadou).

11. Acquisition of the Tender Documents

The physical version of the file can be obtained at the MINEPAT Annex of MESSA at Carrefour LISSOUCK, Tel 699 62 64 70 upon publication of this notice, against payment of a non-refundable sum of thirty thousand (30,000) CFA Francs, payable to the Public Treasury

It is also possible to obtain the electronic version of the DAO by free download at the above addresses. However, the submission by physical or electronic means is conditional on the payment of the DAO's purchase fees.

12. Submission of Tenders

Each Offer, written in French or English in seven (07) copies, including one (01) original and six (06) copies marked as such, to the Secretariat of the Program Coordinator at the MINEPAT Annex of MESSA at Carrefour LISSOUCK, Tel 699 62 64 70, no later than, 22/05/2025 at 12 noon local time, with the following statement:

OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
N°.....06...../AONO/MINEPAT/PSRDREN/CSPM/2025 OF 17/04/2025,
FOR THE MEDICAL COVERAGE OF THE STAFF OF THE COORDINATION
UNIT OF THE SPECIAL PROGRAM FOR RECONSTRUCTION AND
DEVELOPMENT OF THE FAR NORTH REGION, IN EMERGENCY
PROCEDURE

"To be opened only during the counting session"

13. Admissibility of tenders

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and delivered in a sealed envelope. The following will be inadmissible by the Delegated Project Owner: - Envelopes bearing the information on the identity of the bidders, - Envelopes received after the deadlines for submission. - Envelopes without indication of the identity of the Call for Tenders; - Envelopes that do not comply with the submission method - Failure to comply with the number of copies indicated in the ROAO or offer only in copies;

The absence of the bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of finance to issue the bonds in the field of public procurement, will lead to the outright rejection of the bid without any recourse. A bid deposit produced but unrelated to the consultation concerned is considered to be missing. The bid deposit presented by a bidder during the opening session of the bids is inadmissible.

In addition to the number of copies of the financial offer required, the bidder is required to submit a copy of this financial offer, in a sealed envelope to serve as a witness offer marked as such, and intended for the body in charge of the regulation of Public Procurement for safekeeping. Failure to present this witness tender shall

result in the inadmissibility of the tender of the candidate concerned, as soon as the tenders are opened by the Procurement Commission.

14. Opening the Envelopes

The opening of the envelopes is done in two stages, The opening of the administrative documents and technical offers will take place on 22/05/2025 at 1:00 p.m. local time by the Special Procurement Commission to the PSRDREN in the Program Meeting Room at the above address. Only the financial bids of the bidders who obtained the minimum technical score of 75% will be opened by the same Commission and in the same room at a later date after the publication of the results of the technical evaluation. Only tenderers may attend this opening session or be represented by a single person of their choice duly mandated, even in the case of a consortium of undertakings.

Under penalty of rejection, the required documents in the administrative file must be produced in originals or in certified copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be no more than three (03) months old from the original date of submission of the tenders. In the event of the absence or non-conformity of a document from the administrative file when the tenders are opened after a period of 48 hours granted by the Commission, the tender will be rejected.

15. Evaluation Criteria

15.1-Elimination criteria

- failure to produce within 48 hours after the opening of the tenders, a document in the administrative file deemed non-compliant or absent other than the tender deposit;
- absence or non-compliance of the bid bond;
- false declarations, fraudulent practices or falsification of documents;
- Failure to comply with seventy-five (75) points out of one hundred (100) points
- absence of a sworn declaration of non-abandonment of the performance of a service during the last three years;
- absence of a quantified unit price in the financial offer;
- absence of an element of the financial offer;
- the presence of financial information in the administrative or technical offer;

- the placing of the tenderer under provisional administration or reorganization by the CIMA;
- the non-compliance of the method of submission
- absence of the dated and signed integrity charter;
- Lack of proof of validity of the

15.2- Essential criteria

Criteria	Scoring (points)
General presentation of the offer	5
General Bidder References, Seniority	15
References of the bidder in similar risks in the last five (05) years (2020 to 2024) (attach first and last pages of the Letter of Order) including legible and usable copies of the Acceptance Minutes	40
Detailed description of the guarantees offered	15
How to trigger the warranty	15
Technical partners abroad	10
TOTAL	100

16. Attribution

On the proposal of the Special Procurement Committee, the Delegated Contracting Authority shall award the Contract to the Bidder whose Bid has been found to be substantially in conformity with the Tender Documents and who has the technical and financial capacities required to perform the Contract satisfactorily and whose Bid has been evaluated the best by including, if applicable, the discounts offered. The minimum technical score (St) required is 0.75 or 75 points / 100. The formula used to establish the financial score is as follows: $S_f = 100 \times F_m / F_p$ Sf being the financial score, Fm the lowest bid and Fp the amount of the proposal considered. The respective weights assigned to the technical and financial proposals are: T = 0.7 and F = 0.3. The total score is then: $ST = 0.7St + 0.3Sf$

17. Duration of the offers

Bidders remain bound by their bids for ninety (90) days from the initial deadline for submission of bids.

18. Additional Information

Additional information can be obtained during working hours at the Program at the MINEPAT Annex of MESSA at Carrefour LISSOUCK, Tel 699 62 64 70 or online on the COLEPS platform at the <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> addresses or any other means of electronic communication indicated by the Client.

19.Fight against corruption and bad practices

For any act of corruption, please call or send an SMS to MINMAP at the following numbers: 673 20 57 25 / 699 37 07 48. Or call the CONAC toll-free number which answers 1517.

**The Coordinator of the Special Program for
Reconstruction and Development of the Far
North Region.**

Le Coordinateur
du Programme Spécial de Reconstruction et de
Développement de la Région de l'Extrême-Nord

Amplifications :

- MINMAP ;
- ARMP (for publication) ;
- PRESIDENT CSPM ;
- ARCHIVES/CHRONOS.

